

L'inFO militante

Bimensuel de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière

RÉSISTER, REVENDIQUER, RECONQUÉRIR

Tous à Paris le 21 septembre



La responsabilité de l'État
vis-à-vis des aides publiques
aux entreprises (p. 4 et 5)

Les personnels de la Santé
et de l'Action sociale
toujours mobilisés (p. 7)

L'action de FO pour
améliorer la compatibilité
handicap/travail (p. 11 à 14)

Bourses du travail : les syndicats mobilisés pour défendre leurs moyens

L'UD FO du Tarn-et-Garonne s'est retrouvée à la porte mi-mai, après un changement de serrures de la Maison du peuple de Montauban. Les organisations syndicales sont dans le collimateur de certaines collectivités locales, qui s'attaquent à leurs moyens.

« **C'**est traumatisant, et on ne sait pas où on sera à la fin du mois », explique Éliane Teyssié, secrétaire générale de l'UD FO du Tarn-et-Garonne. Dans la nuit du 16 au 17 mai, la mairie a fait changer les serrures de la Maison du peuple de Montauban. Les trois syndicats qui occupaient les lieux, FO, la CGT et l'UNSA, se sont retrouvés à la porte, sans même pouvoir récupérer leurs affaires.

La municipalité a prétexté une situation d'insalubrité liée à la présence de migrants. Or ces derniers avaient déjà été relogés par l'Église. Après avoir tenté en vain de négocier, FO a saisi le tribunal administratif. Le 28 mai, la justice a ordonné à la commune de restituer les locaux au syndicat pour un mois, le temps de trouver une solution.

« Nous sommes revenus, mais nous n'avons plus les clés du bâtiment, ni la possibilité de réserver des salles de réunion, dénonce Éliane Teyssié. La police municipale vient ouvrir la porte matin, midi et soir. Pour

l'instant, on joue la carte du dialogue, mais on pourrait de nouveau saisir la justice si rien de décent ne nous est proposé. »

Les premières propositions sont inacceptables pour FO : un local trop petit et sans accès handicapés, un autre délabré. « On ressent vraiment du mépris pour les syndicats », ajoute-t-elle.

Le seul document officiel en lien avec son hébergement dont dispose FO est une délibération de 1945, une sorte de règlement intérieur. « Cet acte ne nous protège pas, j'essayais de négocier depuis deux ans une convention spécifiant un logement gratuit, mais la mairie n'a pas donné suite », déplore-t-elle.

UN RÔLE D'UTILITÉ PUBLIQUE

L'hébergement gracieux des unions syndicales par les collectivités locales relève d'un usage républicain. « Donner des moyens aux représentants des salariés est un respect de la démocratie, explique Didier Porte, secrétaire confédéral chargé de la formation des militants syndicaux. Mais le mouvement néolibéral



Rassemblement devant le conseil départemental d'Evry le 27 mai pour la défense de la maison départementale des syndicats

jette tout cela au passé. » Un rapport de l'IGAS de 2013 suggère un dispositif législatif obligeant les collectivités à loger gratuitement les syndicats, une revendication portée par FO.

Certaines UD se battent depuis des années pour préserver leurs moyens. Dans l'Essonne, après avoir tenté début 2017 d'expulser les sept organisations syndicales de la Maison des syndicats d'Évry, le conseil départemental veut désormais leur faire payer les fluides, le ménage et le gardiennage. « Le département promet de compenser les dépenses par une subvention, mais une subvention, ça se retire », rappelle Christophe Le Comte, secrétaire général de l'UD FO. Il a lancé une pétition en ligne sur

change.org et appelé à un rassemblement le 27 mai.

« On a trois permanences juridiques par semaine et elles sont pleines à craquer, souligne-t-il. L'inspection du travail et les prud'hommes, en sous-effectifs, renvoient les salariés vers nous pour qu'on leur fournisse des renseignements, on pallie le manque d'effectifs dans le service public, on est de fait d'utilité publique. »

Dans l'Eure, il aura fallu un bras de fer de presque dix ans avec la mairie et le département et une mobilisation de 2000 manifestants pour que les huit organisations syndicales soient relogées dans leurs nouveaux locaux, début 2018. La Bourse du travail d'Évreux a depuis été rasée pour une opération immobilière. **Clarisse Josselin**